



**MAIGNELAY
MONTIGNY**

■ République Française
Département de l'Oise
Arrondissement de Clermont
Canton d'Estrées Saint Denis
Commune de Maignelay-Montigny

■ **Arrêté du Maire n°2023-078**

Autorisation d'occupation du domaine public accordée à la société BIENDINE Mickaël pour l'installation d'un échafaudage sur le trottoir devant la propriété située rue de Sains à compter du 25 octobre 2023.

Le Maire,

- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2212-1 et suivants,
- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice des pouvoirs de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,
- Vu la circulaire n° 82-230 du 17 juillet 1986 relative à l'exercice des pouvoirs de police par le Maire, le Président du Conseil Général et le représentant de l'état dans le département en matière de circulation routière,
- Vu la demande en date du 21 octobre 2023 de M. Patrick FIEVEZ informant de l'installation d'un échafaudage par la société BIENDINE Mickaël sise 15 rue d'en Haut à Royaucourt (60420), sur le trottoir devant la propriété située rue de Sains, à compter du 25 octobre afin de réaliser des travaux de maçonnerie générale et de gros œuvre de bâtiment,

■ **Considérant :**

Que cette autorisation d'occupation du domaine public, peut être tolérée, en raison de la nécessité pour le pétitionnaire de poser un échafaudage sur le domaine public afin de lui permettre l'exécution des travaux,

■ **Arrête :**

Article 1 : La société BIENDINE Mickaël est autorisée à occuper le domaine public pour l'installation d'un échafaudage sur le trottoir devant la propriété située rue de Sains.

Article 2 : La société BIENDINE Mickaël chargée des travaux aura la charge de la signalisation réglementaire du chantier de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

Article 3 : La présente autorisation est valable à compter du 25 octobre 2023, pour une durée d'un mois, et pendant toute la durée des travaux, elle sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage avant l'expiration de ce délai.

Article 4 : La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.

Article 5 : Tout changement susceptible de modifier le présent arrêté sera signalé aux services précités.

Article 6 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à l'attention :

- de M. le Sous-Préfet de Clermont ;
- du Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Maignelay-Montigny ;
- du Commandant du Centre de Secours de de Maignelay-Montigny ;
- de l'agent de Police Municipale de Maignelay-Montigny ;
- des Services Techniques de Maignelay-Montigny ;
- des services de la Communauté de Communes du Plateau Picard ;
- de société BIENDINE Mickaël de Royaucourt ;

et affiché et publié dans la commune.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens sis 14 rue Lemerchier - 80011 AMIENS CEDEX 1 dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle il est devenu exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application telerecours citoyen accessible par le biais du www.telerecours.fr

Fait à Maignelay-Montigny, le 23 octobre 2023

Pour le Maire et par délégation

Le Maire-adjoint

Gilles LEGUEN



Envoyé en préfecture le 24/10/2023

Reçu en préfecture le 24/10/2023

Publié le

ID : 060-216003715-20231023-24OCT2023_1-AI